

Union européenne
**Angela Merkel
 parle budget
 avec Tony Blair**

LA TOUTE NOUVELLE CHANCELIERE allemande Angela Merkel s'est rendue jeudi à Londres afin de s'entretenir avec le Premier ministre britannique Tony Blair de l'économie et du budget de l'Union européenne. Angela Merkel est arrivée en Grande-Bretagne dans l'après-midi après avoir présidé à Berlin la première réunion de son cabinet et au lendemain de visites à Paris et Bruxelles. Tony Blair, qui souhaite réformer l'économie européenne, espérait trouver une alliée dans la chancelière allemande.

Mais lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre britannique, Angela Merkel a refusé à deux reprises de répondre à la question de savoir qui elle soutenait dans cette affaire et n'a pas voulu prendre parti dans le débat sur le budget européen.

"La situation de chaque pays doit être prise en compte. Si quiconque oublie un pays avec ses intérêts", nous ne parviendrons pas à un "succès", a-t-elle souligné. (AP)

**Données
 téléphoniques: les
 députés prudents**

LES DÉPUTÉS EUROPÉENS ONT REFUSÉ JEUDI, EN AMENDANT EN COMMISSION la proposition législative sur le stockage des données téléphoniques à des fins d'enquête, d'aller aussi loin que ne le souhaite une majorité d'États membres. Les divergences entre le Parlement européen et les Vingt-cinq, sur la durée de rétention des données ou le financement des coûts supplémentaires auxquels les opérateurs téléphoniques devront faire face, rendent incertain un accord d'ici à la fin de l'année comme le souhaitent les pays membres.

Après les attentats de Londres du 7 juillet, le Royaume-Uni avait fait de ce projet législatif une priorité de sa présidence. Le vote des membres de la commission des Libertés civiles et de la Justice du PE doit servir de base, en décembre, à l'examen en plénière de la proposition de loi européenne mise sur la table par la Commission européenne fin septembre. (D'après AFP)

Pays-Bas

**Prisons secrètes
 de la CIA:
 mise en garde**

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE néerlandaise Ben Bot a averti jeudi les États-Unis que la contribution de son pays à des opérations militaires sous commandement américain pourrait être remise en cause si Washington continuait à "cacher" des informations sur d'éventuelles prisons secrètes de la CIA en Europe de l'Est. "Les États-Unis doivent jouer franc jeu. Tôt ou tard, l'affaire éclatera", a déclaré M. Bot devant le Parlement à La Haye. Toujours sur ce dossier, la porte-parole du gouvernement hongrois, Boglar Laszlo, a affirmé que des avions appartenant apparemment à la CIA ont atterri à deux reprises à Budapest au cours des deux dernières années. (AFP)

Union européenne - STUPÉFIANTS

La Belgique, un îlot où l'usage diminue

► Dans de nombreux pays, la consommation de cannabis est en hausse, relève l'Observatoire des drogues.

► Trois millions de personnes en consomment chaque jour.

La plupart des pays européens font état d'une hausse des infractions à la législation antidrogue, selon le rapport annuel de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), présenté jeudi.

"Les messages les plus importants du rapport sont que l'usage de cocaïne continue à progresser dans certaines régions d'Europe, certains pays comme l'Espagne et le Royaume-Uni ayant atteint le niveau des États-Unis et qu'il y a trois millions de personnes consommant chaque jour du cannabis, jusqu'à 10 joints", a expliqué le directeur de l'OEDT Wolfgang Götz.

"Efficacité réelle"

Cette tendance à la hausse a été observée dans 20 pays entre 1998 et 2003, et plus particulièrement en Estonie et en Pologne, où les infractions ont respectivement décuplé et triplé. En Belgique, ainsi que dans quelques autres pays, on observe par contre une tendance à la baisse depuis 2001. Dans la plupart des pays, les infractions à la législation antidrogue sont en majorité liées à la possession de drogue illicite, mais elles recouvrent aussi d'autres formes de délinquances, dont l'identification dépend des normes nationales.

La plupart des infractions portent sur le cannabis, mais res-

tent stables. Celles relatives à la consommation de cocaïne sont par contre en hausse. Les infractions liées à l'héroïne sont en baisse, sauf en Autriche et au Royaume-Uni.

Traitements de substitution

De manière générale, l'OEDT estime que le nombre d'usagers problématiques de drogues dans l'UE se situe entre 1,2 et 2,1 millions de personnes, parmi lesquelles entre 850 000 et 1,3 million d'usagers par voie intraveineuse.

Le rapport annuel de l'OEDT épingle d'autres tendances de la consommation de drogues en Europe, notamment la croissance forte du nombre de personnes recevant un traitement de substitution aux opiacés (héroïne et autres).

Ce nombre a été multiplié par 7 au cours de la dernière décennie pour atteindre 530 000 patients dans 28 pays (UE, Bulgarie, Roumanie, Norvège). Les traitements de substitution, qui "ont prouvé leur efficacité", sont cependant administrés beaucoup plus fréquemment dans les anciens États membres que dans les pays d'Europe centrale et orientale, où à peine 1 pc des patients en bénéficie.

Distribution de seringues

Si la méthadone reste le traitement le plus souvent prescrit (80 pc des patients), le rapport indique l'apparition d'un plus large éventail d'options thérapeutiques. Depuis le milieu des années nonante, l'administration de buprénorphine à haut dosage est ainsi devenue un choix

de plus en plus courant, particulièrement en République tchèque, en France, en Finlande et en Suède.

Le rapport relève encore que l'injection de drogue, désormais précédée par les relations hétérosexuelles, n'est plus le premier vecteur de transmission du sida depuis 2001.

Par contre, de nombreux usagers de drogues par voie intraveineuse contractent l'hépatite B ou C après quelques années. En Belgique, notamment, 60 pc d'entre eux sont atteints d'hépatite C.

Tous les pays de l'Union européenne sauf Chypre distribuent aujourd'hui des seringues dans le cadre de programmes de santé, qui "peuvent contribuer efficacement à prévenir les maladies". (D'après Belga et AFP)



■ La consommation de cannabis a augmenté dans la plupart des pays européens. Mais pas en Belgique.

Italie

Quarante-cinq morts du "syndrome des Balkans"

► Les décès des soldats revenus du Kosovo restent inexpliqués. Uranium, plomb?

FRÉDÉRIC HACOURT
 CORRESPONDANT À ROME

La liste s'allonge. Fabio Senatore, un caporal de 24 ans, décédé il y a quelques jours, est la quarante-cinquième victime italienne de ce que l'on nomme le "syndrome des Balkans": une leucémie foudroyante frappant des membres des contingents militaires ayant servi au Kosovo et en Bosnie.

Déchets manipulés

Entre le silence de l'état-major et l'indifférence du public, on soupçonne que les décès provoqués par le "syndrome des Balkans" sont à mettre en rapport avec l'exposition des soldats à l'uranium appauvri employé dans les projectiles en raison de sa haute capacité de pénétration. Tous les militaires concer-

nés avaient eu à en manipuler des déchets sur le théâtre des opérations.

"Les statistiques sont lacunaires; les décès ne sont pas moins de 80 et il y a au moins 500 malades de cancer dont on ne veut pas parler", affirme Domenico Leggiere, ancien pilote de l'aéronautique militaire et porte-parole de l'Observatoire des armées, un organisme indépendant qui se penche avec insistance sur le phénomène. L'Observatoire dénonce vigoureusement les réticences de la Défense qui cherche, par tous les moyens, à classer le dossier.

Commission d'enquête

L'armée ne veut, en effet, pas admettre que ses soldats n'ont pas bénéficié, à l'inverse d'autres contingents, des mesures de précaution nécessaires pour éviter la contamination. La poudre d'uranium se dépose principalement dans les reins et provoque le lymphome de Hodgkin, une prolifération cancéreuse des ganglions qui emporte le malade

en quelques mois.

Cette pathologie fut diagnostiquée chez 45 militaires officiellement décédés après leur permanence au Kosovo et en Bosnie et que leurs supérieurs ont préféré abandonner à leur sort, allant jusqu'à faire pression sur leurs familles, leur promettant d'utopiques indemnités pour qu'elles gardent le silence. Pressé par les événements, le ministère de la Défense avait instauré une commission d'enquête présidée par le professeur Franco Mandelli qui a conclu en admettant "un excès, statistiquement significatif, de lymphomes de Hodgkin dans le contingent caserné au Kosovo" mais précise que "sur base des informations disponibles", il est impossible d'établir une relation de cause à effet avec l'exposition à l'uranium appauvri.

Domenico Leggiere estime le rapport "totalement insuffisant". Il ne tient notamment pas compte des effets de l'uranium sur les civils, un chapitre couvert par le secret. Domenico Leggiere replace ses espoirs

dans la commission sénatoriale dont les travaux, commencés à la fin de l'année dernière, procèdent au ralenti.

Quantité de plomb

Une nouvelle hypothèse est avancée: les soldats n'auraient pas été tués par l'uranium appauvri mais bien par les doses massives de médicaments qui leur étaient administrés avant les missions.

L'alarme vient de la mère d'un des militaires décédés dont le corps ne révéla aucune trace d'uranium mais recelait une grande quantité de plomb, un effet collatéral du vaccin Neotyf. La mère a observé que les cas de lymphomes ont drastiquement diminué quand le Neotyf fut retiré du marché "pour raisons commerciales" donnant ainsi l'occasion à l'armée, avoue non sans gêne le ministère de la Santé, d'éviter de procéder aux contrôles spécifiques imposés par la loi.

Pour l'heure, le "syndrome des Balkans" reste classé dans la catégorie des mystères. ■